EUROPEAN NETWORK OF DERADICALISATION

RAPPORT FINAL

Violence Prevention Network

European Network of Deradicalisation a été soutenu par le Programme de prévention et de lutte contre la criminalité de l'Union européenne et de la Commission européenne – Direction générale des Affaires intérieures 2012 – 2013.

European Network of Deradicalisation – Rapport final

Table des matières

Avant-propos 3

1. Exigences et objectifs 4
2. Acquisition de participants 5
3. Problèmes et réorientation 7
4. Profils des membres 8
5. Similitudes et différences 20
6. Création du réseau 24
7. Perspectives d'avenir 26

Mentions légales 28

Avec le soutien financier du Programme de prévention et de lutte contre la criminalité de l'Union européenne, Commission européenne – Direction générale des Affaires intérieures.

La présente publication n'engage que l'auteur. La Commission européenne ne saurait être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans ce document.

European Network of Deradicalisation a été cofinancé par

bpb: Bundeszentrale für politische Bildung

Avant-propos

Des experts européens de la prévention de l'extrémisme et de la déradicalisation se sont réunis à Londres en octobre 2010. L'occasion s'est présentée lors de la conférence de clôture d'un projet international d'analyse des différentes approches de la déradicalisation adoptées conjointement par London Probation Trust et Violence Prevention Network e.V. Parmi les participants figuraient de nombreux membres d'organisations non gouvernementales les plus diverses qui travaillent en première ligne et disposent d'un large éventail d'expériences et de connaissances générales sur les groupes cibles « extrémistes / terroristes ».

Durant le vol de retour de Londres, je passais en revue les visages impressionnants, touchants et splendides des participants à la conférence, et j'ai réalisé à quel point tous ces gens qui font un travail énorme au sein de leurs organisations ont besoin d'un porte-parole commun. Un réseau qui met en commun ses expériences et qui les transmet à ceux qui combattent l'extrémisme et œuvrent en faveur de la déradicalisation en Europe. Pendant la conférence, il était d'ores et déjà clair pour chacun que ce thème est trop vaste pour que chaque pays puisse l'éradiquer seul.

Il a fallu quatre ans pour que l'idée d'un projet puisse enfin émerger puis finalement la création de l'European Network of Deradicalisation. Nous sommes parvenus à un stade où nous avons réussi à créer un réseau constitué de 26 organisations issues de 14 pays qui poursuivent des objectifs communs, prennent fait et cause pour des normes universelles et peuvent se faire entendre d'une seule voix au niveau national tant qu'international. Je remercie très chaleureusement tous les membres de l'European Network of Deradicalisation car nous avons atteint cet objectif ces deux dernières années. Et à ce titre, je me réjouis de notre future collaboration et de l'élargissement de notre cercle.

Judy Korn

Décembre 2013

1. European Network of Deradicalisation – Exigences et objectifs

Le crime de haine, la radicalisation et le recrutement d'extrémistes à visée terroriste se sont multipliés et aggravés en Europe. Ils continueront de représenter un défi de taille pour les futures sociétés démocratiques. Les autorités locales et les organismes à but non lucratif à l'instar des ONG peuvent jouer un rôle essentiel dans la prévention de la polarisation, de la violence et dans l'intervention face à des conflits naissants. Le programme de Stockholm souligne ainsi : « Notre succès dépendra essentiellement du rôle très actif que joueront les organisations non gouvernementales en Europe ».
Contrairement aux fonctionnaires, les collaborateurs des ONG estiment qu'il est plus facile d'entrer en contact avec un milieu sensible et de pénétrer dans la culture et la langue d'anciens délinquants, de leurs partisans et victimes. Pour les collaborateurs des ONG, il est également plus facile d'instaurer des relations de respect et de confiance mutuelle indispensables pour s'engager avec succès dans le travail de déradicalisation. Pour accomplir leurs tâches, les collaborateurs des ONG doivent cependant faire preuve : (1) de professionnalisme, (2) de respect des normes et contrôles qualité, (3) de transparence des méthodes, (4) du soutien des universités et cabinets de conseils, (5) d'échanges nationaux et internationaux des bonnes pratiques, et (6) d'une relation plus stable avec les agences gouvernementales afin que leurs connaissances, compétences et services puissent régulièrement être mis à profit, perfectionnés et incorporés dans les travaux en cours. Ils ont naturellement besoin d'une base financière stable et durable.

La perspective européenne
Plusieurs projets de l'UE ont démontré à quel point les ONG et les organismes à but non lucratif sont indispensables concernant l'épineux problème de la prévention du crime de haine. La collaboration avec des collègues originaires de l'Union européenne a établi clairement dans quelle mesure le travail de déradicalisation repose à plusieurs égards - délinquants, personnes vulnérables, anciens extrémistes et victimes – sur des collaborateurs indépendants et expérimentés ayant un contact direct et une influence considérable. Des jeunes motivés par le djihadisme ont besoin de représentants de la communauté musulmane qu'ils respectent et auxquels ils font confiance. De jeunes extrémistes suédois de la mouvance « pouvoir blanc » ou des néo-nazis allemands ont besoin de collaborateurs chevronnés, y compris d'anciens délinquants ou extrémistes, qui sont indépendants de « structures étatiques ». Les victimes ont également besoin de la reconnaissance des représentants des pouvoirs publics. La communauté veut que toutes ces voix soient prises en considération et intégrées dans le public.
La valeur ajoutée d'un réseau local européen d'acteurs de terrain expérimentés dans le domaine de la déradicalisation repose sur son potentiel de fournir des échanges internationaux, un soutien professionnel, des recherches universitaires, des groupes de pression politique transfrontaliers et des lignes politiques nationales. La possibilité d'identifier les différences et les points communs, compte tenu des différents crimes de haine européens et de la diversité des méthodes d'intervention, représente déjà un facteur de renforcement de la résistance à l'extrémisme et au fondamentalisme. L'objectif futur consiste donc à élargir davantage l'étendue géographique.

Objectifs
La priorité affichée du programme « Prévenir et combattre la criminalité » (ISEC) est la suivante : « Analyse de la radicalisation qui conduit au terrorisme », « Examen de la motivation des terroristes », « S'occuper de la vulnérabilité croissante des sites » et « Renforcer l'engagement de la société civile pourattaquer aux racines du phénomène avec plus d'efficacité ». Le projet de création de

l'European Network of Deradicalisation répond aux critères de l'objectif fixé car il intègre la base, examine la « motivation » des personnes et « sites » vulnérables et renforce la « société civile ».
European Network of Deradicalisation vise à constituer un réseau européen et une plate-forme d'intervenants des ONG engagés dans un travail direct et personnel (et pas uniquement à titre d'information) dans la déradicalisation et la prévention des crimes de haine. Les questions qui se posent sont donc les suivantes : Où travaillent ces ONG ? Avec qui (délinquants, personnes vulnérables, victimes) travaillent-elles ? Du point de vue de la méthodologie, comment procèdent-elles dans les interventions et la prévention ? Quelles sont les normes qui existent en matière de qualification et de qualité ? Les autres questions qui se posent sont : Comment mesurer le succès et identifier les bonnes pratiques ? Quels sont les soutiens professionnels ou universitaires dont bénéficient les ONG ? S'engagent-elles dans des échanges nationaux ou internationaux ? Dans quelle mesure le développement de la qualité est envisagé par la suite ? Dernier point, mais non des moindres : Quelle image véhiculent les ONG auprès de la population ? Quelle reconnaissance gouvernementale leur est accordée ? Disposent-elles d'une sécurité institutionnelle ? Quels sont les exigences et les besoins (ressentis) ? Dans quelle mesure est-il possible de préserver et d'intégrer leurs connaissances et compétences.

Impact
L'impact direct réside dans le fait que les ONG qui agissent plutôt de façon isolée, entrent en contact avec d'autres initiatives dans ce domaine au niveau tant national qu'européen. Elles nouent également des relations avec des scientifiques et des représentants des pouvoirs publics.
Les normes qualité et les problèmes méthodologiques seront plus transparents à moyen terme. Elles simplifient la gestion de la qualité pour la préservation, le développement et l'intégration des connaissances et compétences des ONG. Les représentants des pouvoirs publics participent au processus.
La qualité et la rentabilité du travail de déradicalisation en Europe s'accroîtront à long terme. Les initiatives de l'UE sur l'acquisition des compétences dans le domaine de la déradicalisation obtiendront simultanément un nouvel élan.

2. European Network of Deradicalisation – Acquisition de participants

La recherche ou la première prise de contact avec les membres à acquérir en vue de l'European Network of Deradicalisation a eu lieu par le biais de différents canaux. Nous avons dans un premier temps tenté d'identifier des ONG et des intervenants en première ligne à travers les institutions publiques et étatiques, parmi lesquelles les ambassades, les ministères ou la police. Nous avons également contacté des universités et des instituts scientifiques. Le fait de s'adresser à d'autres réseaux déjà existants s'est en outre avéré très utile car ils ont à leur tour fourni des contacts. Les recherches sur Internet avec des mots-clés comme « crime de haine » ou « déradicalisation » ont été couronnées de succès. La plupart des contacts ont toutefois pu être établis personnellement lors des conférences et autres évènements dédiés à la « déradicalisation ». Certains des membres actuels de l'European Network of Deradicalisation étaient déjà adhérents de Violence Prevention Network. Ils ont acquis d'autres membres par le bouche à oreille. Certains pays ont mis en lumière des initiatives citoyennes car elles ont souvent été le précurseur ou le substitut de structures en vigueur de la société civile sous la forme d'ONG.
Les ONG, les initiatives, les institutions et les intervenants en première ligne ont ensuite été identifiés. Ils comptaient s'adapter au profil « déradicalisation » et ont accepté d'être contactés par courrier électronique. Le projet de création de l'European Network of Deradicalisation a été exposé lors d'une

présentation du projet ou d'appels téléphoniques personnels. Si nous avons réussi à susciter l'intérêt de membres potentiels, un rendez-vous individuel a été convenu lors de réunions ou sur le site des ONG. Lors des rendez-vous individuels, un entretien approfondi standard a été réalisé à l'aide du questionnaire ci-dessous.

1. Nom de votre organisme – site Internet le cas échéant
2. a) Votre ONG / organisme :
Quelle **expérience** possède votre ONG / organisme dans le domaine de la déradicalisation (ou autre) ?
Comment a-t-elle/il vu **le jour** ?
Qu'est-ce qui **motive** l'ONG et comment survit-elle ?

2. b) Vos objectifs :
Quels sont les **objectifs** de votre organisme / travail ?
Que **visent** vos collaborateurs dans leurs interventions en première ligne auprès de leur groupe cible ?

2. c) Travail de déradicalisation en première ligne :
La déradicalisation en première ligne et la lutte contre le **crime de haine** auprès de jeunes vulnérables font-elles déjà partie de votre travail ? Dans le cas contraire, **l'envisagez-vous** dans le cadre de votre travail futur ? **Dans quel domaine précis** de votre organisme / ONG souhaiteriez-vous le faire ?

3. Collaborateurs en première ligne :
Quelles sont les **motivations** et les **expériences professionnelles** des collaborateurs de votre organisme ?
D'où puisent-ils leur **inspiration personnelle** ? Pour quelle raison **persistent-ils** et **poursuivent-ils** leur travail en général, même dans des circonstances difficiles ?

4. a) Vos groupes cibles :
Quelles sont les personnes que vous ciblez dans votre travail ? Quels sont les groupes cibles avec lesquels collabore votre organisme / ONG ?
Quels types de radicalisation ou d'extrémisme (violent) poursuivent-ils ?
Quelles formes d'extrémisme avez-vous observées mais que vous ne combattez pas (encore) ? Pour quelle raison ?

4. b) Problèmes et groupes de victimes :
Quels types de haine et d'exclusion liés à un groupe existent-ils dans votre domaine de travail et votre pays ?

4. c) Modèles de comportements, opinions et personnalités de vos groupes cibles :
Quels sont les modèles de comportements, les opinions, les traits de caractère et les parcours typiques des personnes ciblées ?
Et par conséquent, qui est ou devrait être considéré comme une « personne radicalisée ou extrémiste violente » dans votre pays ?

5. a) Vos méthodes :
Quelle est votre **approche** ?
Quels sont les **méthodes** / outils particuliers que vous utilisez au sein de votre organisme / ONG ?
Selon vous, quels **principes** et lignes directrices s'appliquent à votre approche de la déradicalisation en première ligne ou à votre travail social en général ?
Selon vous, quelles sont les principales **répercussions** de votre approche ?
Comment jugez-vous le succès ou l'échec dans la phase de lancement ? Quels sont les **critères** que vous appliquez pour évaluer votre propre travail ? Quels sont les succès et les échecs typiques qui se produisent dans le cadre de l'application de ces méthodes ?

5. b) Études de cas (facultatif)
Étude de cas concernant …
- une personne ciblée et son parcours dans le cadre de votre travail d'intervention,
- le succès et/ou l'échec de la déradicalisation en première ligne que vous savez d'après votre travail et le travail d'autres collègues
- quels sont les cas de succès / d'échec typiques dans votre domaine ou votre pays ?

6. a) Contexte de travail local et national :
Quelles sont les possibilités **d'emploi** qui existent au sein de votre organisme ? Combien de **personnes sont employées** et dans quelle mesure ?
Quelles sont les **conditions de travail globales** de votre organisme / ONG ?
Quels sont les problèmes qui se posent en termes de **financement** et de **soutien des pouvoirs publics** ?

6. b) Relations publiques, médias et gestion de la qualité :
Quels sont les problèmes de **perception par le public**, les parties prenantes, la couverture **médiatique** (par exemple, la télévision) et le discours des **partis politiques** ?
Bénéficiez-vous d'une **aide professionnelle** et d'un soutien ?
Existe-t-il des **procédures de gestion de la qualité** / **d'évaluation** mises en place ?
Collaborez-vous avec des **universités de recherche / écoles supérieures spécialisées** dans votre pays ?

7. Les principaux messages que vous souhaitez adresser à Bruxelles / l'UE
Outre la nécessité de disposer davantage de moyens financiers, dans quelle mesure votre travail et la qualité de votre travail peuvent-ils être soutenus et renforcés ?
Quels sont les messages les plus importants que souhaitez adresser à Bruxelles et aux décideurs politiques de l'UE sur les pratiques de votre pays dans le domaine de la déradicalisation ?

Le questionnaire contenait encore plus de points. Or, il s'est rapidement avéré que les frais doivent rester acceptables pour les ONG participantes. D'ailleurs, l'étendue a été concentrée sur les points essentiels des groupes cibles et stratégies : l'entrée en contact avec eux, les méthodes, les cadres, les activités et le contexte de travail. L'objectif prioritaire du questionnaire consistait à faire ressortir les différences et les points communs entre les pays ou les ONG concernant les points visés afin de pouvoir établir une comparaison ultérieure (voir à ce sujet le chapitre « Similitudes et différences »).
Les points suivants ont ainsi présenté un intérêt : 1. Quel est le point de départ / la situation des ONG dans les différents États membres de l'Union européenne ? 2. Comment sont bâties les structures organisationnelles ? La société civile possède-t-elle une structure en vigueur ? Existe-t-il des ONG bien ancrées ou des thèmes comme le racisme, l'antisémitisme, la déradicalisation sont plutôt traités par des initiatives citoyennes ? 3. Le travail est-il effectué par des intervenants en première ligne ou appliquez-vous d'autres méthodes ? 4. Dans le cadre du travail de déradicalisation, poursuivez-vous une approche qui consiste à travailler avec d'anciens membres / des repentis, etc. ou ce travail est-il plutôt accompli par des bénéficiaires d'une protection de l'État ou autres collaborateurs institutionnels ? Au total, 180 contacts issus de 22 États membres de l'Union européenne ont été avisés par courrier.

3. European Network of Deradicalisation – Problèmes et réorientation

Lors de la mise sur pied de l'European Network of Deradicalisation, des complications imprévues sont apparues, d'où la nécessité d'un processus de pilotage.
Pour commencer, c'était plus difficile que prévu d'identifier dans plusieurs pays des ONG qui correspondaient au profil « déradicalisation ». Ceci est dû en partie au fait que les structures de la société civile n'ont pas le même poids dans tous les pays. Les ONG dans les États membres se situent à un niveau très disparate quant à une coopération efficace avec les instances officielles étatiques concernées. Elles travaillent d'ailleurs en partie à une échelle très locale, ce qui rend pratiquement impossible une recherche sur Internet. L'identification des canaux correspondant à ces petites ONG et initiatives a par ailleurs nécessité beaucoup de temps. Cela a également eu comme conséquence de retarder la connexion en direct de la page Internet.
Dans de nombreux pays, des termes comme « déradicalisation » ou « crime de haine » ne figurent pas parmi les priorités de l'agenda politique ou sont définis différemment. Le « crime de haine » par exemple en Grèce, en France, en Espagne et en Europe de l'Est n'est souvent traité que dans les grandes lignes sur le plan des initiatives ou uniquement en raison de l'engagement citoyen. Les questions portaient notamment sur le contact avec d'autres réseaux, qui par le bouche à oreille, ont pu

établir d'autres contacts pour l'European Network of Deradicalisation. Un exemple bien connu est celui de la France qui ne dispose que d'une seule ONG comme membre de l'European Network of Deradicalisation en dépit de sa superficie. Dans la mesure où les termes n'ont pas encore été introduits sous l'angle politique, il a d'abord fallu identifier des partenaires dans ces pays qui peuvent se projeter dans le futur dans le domaine de la « déradicalisation », voire dans le cadre d'une coopération avec des universités.
Le projet a attiré non seulement des ONG mais aussi des intervenants en première ligne rattachés à d'autres structures, car ces derniers sont aussi en partie des personnes de terrain agissant en tant que combattants solitaires et pouvant apporter une expertise inestimable au réseau. Cela a eu pour effet que les autorités publiques ont malheureusement pu interdire à certaines personnes de terrain la participation à l'European Network of Deradicalisation.
L'autre défi à relever était l'étendue et le traitement des informations exigées de la part des ONG. Il arrivait fréquemment que les informations mises à disposition dans le questionnaire destiné aux profils étaient insuffisantes et devaient être complétées à l'aide de renseignements fournis oralement et par les pages Internet. Cela a toujours eu lieu en concertation avec les membres. Le questionnaire initial était encore plus complexe et a dû être sensiblement raccourci pour se concentrer sur les points essentiels car les ONG ne disposaient pas de ressources suffisantes pour le traiter. Il a fallu tenir compte notamment de la structure personnelle et des ressources de plus petites initiatives en termes de temps. Mais parallèlement, certains profils étaient aussi trop longs et ont dû être raccourcis pour la page Internet.

4. European Netwxork of Deradicalisation – Profils des membres

Les profils complets de tous les membres de l'European Network of Deradicalisation peuvent être consultés sur www.enod.eu. Les profils sont publiés par ordre alphabétique :

Active Change Foundation, Grande-Bretagne

Active Change Foundation (ACF) est une ONG créée pour combattre les actes de violence d'une extrême gravité tels que les gangs, l'extrémisme violent et le crime de haine. L'objectif de l'organisation est de créer et de développer des outils d'intervention et de formation visant à bâtir une société plus sûre, plus forte et meilleure en renforçant la capacité de résistance de la communauté et en intervenant directement auprès des individus ciblés.
Dans le domaine de la prévention, ACF œuvre en faveur de la promotion d'un climat de tolérance religieuse et sociale dans l'intérêt public en facilitant la connaissance et la compréhension mutuelles entre les groupes ethniques et les personnes de différentes confessions. ACF favorise une meilleure intégration des jeunes dans les activités de prévention de la violence et du crime de haine. ACF cherche à instaurer une plus grande relation de confiance entre les jeunes et les autres membres de la communauté, notamment les organes de l'État.
Du point de vue de la méthodologie, dans le domaine de l'intervention, les collaborateurs d'ACF ont mis en en place toute une série de stratégies variées, flexibles et sophistiquées afin d'établir un contact et une intervention en tête à tête avec des individus considérés comme à haut risque. Des plans d'action taillés sur mesure ont été élaborés à cette fin. Au final, ACF engage ses groupes cibles dans un processus de défi, d'ajustement, d'élargissement de leur vision du monde et de développement des facteurs de protection pour les empêcher de se faire recruter.

Back on Track - Ministère des affaires sociales et de l'intégration / Service d'exécution des peines et de probation, Danemark

Back on track (BOT) a été créée en raison du nombre croissant de détenus dans les prisons danoises, condamnés pour actes de terrorisme et qui menacent d'alimenter la radicalisation et le recrutement en prison. BOT est le deuxième projet financé par l'UE par le Ministère danois des affaires sociales et de l'intégration en coopération avec le Service d'exécution des peines et de probation. BOT est conçue comme un programme de suivi personnel à l'image de la tradition danoise de coopération locale entre les différents services : écoles, police, municipalités et services sociaux.
La principale activité de BOT est la formation et l'encadrement des mentors qui seront ensuite amenés à travailler avec ses groupes cibles, des détenus ayant commis des délits nourris par des motivations extrémistes ou terroristes. Toutefois, BOT définit l'extrémisme au sens large, en incluant tous les types d'extrémisme violent (de droite, de gauche, religieux ou autre) et en faisant tout particulièrement référence au crime de haine. Sous l'angle du travail social de prévention, BOT s'occupe également de détenus non condamnés pour actes extrémistes mais qui sont jugés susceptibles de se radicaliser.
Du point de vue de la méthodologie, BOT renforce les compétences des personnes bénéficiant d'un suivi dans les techniques de dialogue, les stratégies de survie au quotidien et la gestion de conflits. Les programmes personnalisés des mentors visent à s'adapter à la situation personnelle, aux avantages, aux risques et au milieu social des groupes cibles.

Centre for European and North Atlantic Affairs (« Centre des affaires européennes et de l'Atlantique nord »), Slovaquie

Centre for European and North Atlantic Affairs (CENAA) est une ONG et un groupe de réflexion dans le domaine de la politique de sécurité qui fournissent des programmes de recherche et de formation dédiés aux représentants de la société civile, jeunes actifs, responsables politiques et fonctionnaires. CENAA se concentre sur les problèmes de sécurité externe (par exemple, OTAN, terrorisme, politique européenne de sécurité et de défense, etc.) et de plus en plus aussi sur les nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité en termes de sécurité interne.
Dans la mesure où le principal problème de sécurité du pays et des régions limitrophes concerne les groupes nazis d'extrême-droite et étant donné que l'intégration sociale d'un tel extrémisme semble imminente, CENAA développe actuellement des mesures de sensibilisation et de prévention et cherche à instaurer une collaboration étroite avec les organisations locales sur le terrain.
Le fait que CENAA, un organisme international de recherche, dont le siège est basé dans la capitale, commence à collaborer avec les acteurs locaux dans les zones rurales sur les questions concrètes de méthodologie, d'approche et de stratégie est un aspect particulièrement prometteur de ces activités.

CENAA démarre actuellement son premier projet régional de participation au travail de suivi, de sensibilisation et de prévention dans une région fortement touchée par l'extrémisme de droite et les conflits ethniques. CENAA collabore avec les villes, les écoles, les municipalités et les forces de police.

Co-operation Ireland, République d'Irlande

Co-operation Ireland (CoIre) est une ONG qui œuvre en faveur du maintien de la paix en Irlande en aidant à bâtir une société unie et solidaire, en traitant les risques de conflits et en empêchant les jeunes vulnérables de prendre part à un crime de haine motivé par la religion et de s'engager dans des activités extrémistes ou paramilitaires.

Le programme de responsabilisation des jeunes (« Youth Leadership Programme ») de CoIre est axé sur les communautés urbaines et rurales marginalisées en Irlande du Nord. Le programme combine le travail en autonomie et le travail soutenu par l'organisation. Il suit les modèles de travail des jeunes (à l'instar de Circle of Courage de Brendtro et du modèle de progression de Huskin). Ces approches visent à développer des compétences sociales clés et liées à la vie quotidienne, à ouvrir la voie vers l'enseignement supérieur et l'emploi, et à permettre aux participants de se réinsérer de façon positive et de contribuer à la vie de la communauté locale.
Le programme de responsabilisation des jeunes est dispensé par de jeunes professionnels, avec le soutien de mentors d'égal à égal et de responsables d'équipes, qualifiés dans le travail de développement des communautés et de résolution des conflits. Actuellement, CoIre cherche à faire évoluer le programme en renforçant ses approches d'évaluation, notamment par l'intégration d'experts universitaires, et à examiner l'introduction de son modèle au sein des différentes communautés.

Cultures Interactive e.V., Allemagne

Cultures Interactive (CI) est une ONG qui œuvre en faveur de la prévention et de la déradicalisation en première ligne de jeunes vulnérables susceptibles d'adhérer à l'extrémisme violent de droite ou au nationalisme ethnique / fondamentalisme religieux, ainsi qu'à la xénophobie, au racisme et autres formes de haine et de comportement d'exclusion. CI œuvre dans la prévention et la déradicalisation en première ligne. CI travaille dans les zones urbaines et rurales, principalement dans les institutions communautaires, dans les clubs de jeunes, dans les établissements scolaires, et dans des cas particuliers dans les centres de détention pour les jeunes. CI y applique l'approche de déradicalisation « Fair Skills » qui combine des ateliers culturels dédiés aux jeunes avec une formation politique et des interventions dans la déradicalisation, les préjugés, l'enseignement de la démocratie et les modules de formation préprofessionnelle. CI ajoute des éléments de processus psychologiques d'ouverture et le travail de groupe sur le renforcement de la conscience de soi.
Depuis le lancement de son projet pilote « Espaces culturels » (Kulturräume) en 2008, CI a poursuivi le développement d'approches intersectorielles « Développement régional ». Dans ce domaine de travail, CI œuvre pour la promotion des droits de l'homme et la sensibilisation à la radicalisation dans les régions ou les quartiers fortement touchés par l'extrémisme et le crime de haine, notamment dans l'ex-RDA, les zones rurales et les petites villes. Des entretiens de groupes sont réalisés avec des jeunes selon une méthode ascendante comme approche de travail afin d'évaluer les milieux socioculturels des jeunes, de former des jeunes actifs en première ligne dans des zones sensibles et d'utiliser des forums et conférences communautaires. Les connaissances acquises sont ensuite échangées dans le cadre de tables rondes réunissant diverses parties prenantes, avec des représentants des pouvoirs publics, des écoles, du travail social / auprès des jeunes, de la police et des municipalités.

ERUDITIO PUBLICA o.p.s., République tchèque

Eruditio Publica (EP) est une ONG qui développe des modèles de prévention de la radicalisation et du crime de haine. EP commence actuellement son travail avec des acteurs dans le domaine du travail auprès des jeunes, des écoles et des autorités locales qui entretiennent des contacts étroits avec différents groupes de jeunes peu accessibles et vulnérables. Ces adolescents ont tendance à se livrer à des actes d'hostilité à l'égard des minorités telles que les Roms, les immigrés, les lesbiennes, les homosexuels, les bisexuels, les transsexuels, les personnes âgées ou handicapées, et manifestent un

comportement d'extrême droite. Ces groupes cibles doivent être pleinement intégrés dans le modèle d'apprentissage continu, socialement éclairé.
Les collaborateurs d'EP travaillent dans les écoles, les institutions de jeunesse, les communautés et mènent des campagnes de sensibilisation sur les sentiments d'hostilité dans la population. Dans le cadre de ses conseils et formations, EP fournit une expertise et le renforcement des capacités dans la prévention de l'extrémisme violent et du crime de haine. Du point de vue de la méthodologie, les échanges de bonnes pratiques et partages d'expériences ont lieu dans les ateliers impliquant diverses parties prenantes.
Le fait qu'EP traite des sentiments extrémistes et antilibéraux latents au sein de la population en général est un aspect particulièrement prometteur de son approche. EP promeut ainsi des perspectives sociales et pédagogiques pour mettre en œuvre des interventions plus ciblées auprès de jeunes vulnérables.

EUISA - European Union of Independent Students and Academics (« Union européenne d'étudiants et scientifiques indépendants »), Allemagne/Autriche

EUISA est une organisation qui chapeaute les organismes indépendants suivants en Allemagne et Autriche : TSÖ (Türkische StudentInnen Union) (« Association d'étudiants turques »), ÖSSU (Österreichische SchülerInnen und StudentInnen Union) (« Association d'étudiants autrichiens »), ÄÖJ (Ägyptisch-Österreichische Jugend) (« Jeunesse égypto-autrichienne »), MJCN (Muslim Jewish Conference National) (« Conférence nationale judéo-musulmane »), GMJFF (Global Muslim Jewish Friendship Forum) (« Forum mondial pour l'amitié judéo-musulmane »), RAMSA (Rat muslimischer Studierender und Akademiker) (« Conseil d'étudiants et scientifiques musulmans ») et MKZ (Muslimisches Kompetenzzentrum) (« Centre musulman de compétence ») . L'organisation est le fruit de l'association d'organismes indépendants similaires, partageant les mêmes objectifs et activités basés sur la compréhension mutuelle, le dialogue interculturel et interreligieux, le dialogue entre juifs et musulmans, la cohésion sociale, la prévention et la déradicalisation.
Les collaborateurs d'EUISA accomplissent un travail de prévention et de déradicalisation basé sur le volontariat dans les écoles, les clubs de jeunes, les églises, les mosquées et les municipalités. Ils possèdent diverses expériences professionnelles et bon nombre d'entre eux consacrent leur temps libre à la réalisation de différents projets qui visent, par exemple, à instaurer une cohésion sociale et une compréhension mutuelle, à susciter l'empathie entre les coupables et les victimes, et à sensibiliser à l'antisémitisme, au racisme et à la xénophobie.

EXIT S.C.S. Onlus, Italie

EXIT S.C.S. Onlus (EXIT) est une organisation à but non lucratif qui fournit des services sociaux spécialisés dans le domaine de la prévention et de l'intervention auprès des victimes de violence et d'abus psychologique dans différents secteurs de la société comme par exemple le harcèlement / l'intimidation au travail et en milieu scolaire, les violences domestiques, la maltraitance en groupes, notamment dans les sectes et les groupes de manipulations, mais aussi dans les familles et les clans.
Les interlocuteurs d'EXIT sont expérimentés dans les domaines du conseil, de l'éducation, juridique, de la médiation et de la psychothérapie. Ils ont mis en exergue dans le cadre de leur travail que les mauvais traitements infligés à des groupes sectaires coïncident souvent avec des problèmes de xénophobie, de haine contre un groupe, de racisme, d'extrémisme et de crime de haine.
En favorisant les processus de distanciation et d'éloignement, les collaborateurs d'EXIT utilisent des scénarios en tête à tête qui mettent en œuvre des stratégies de responsabilisation, de résistance, de

réflexion, de travail à caractère biographique, de consultation familiale, de règlement des conflits et de médiation. Les autres mesures prises sont les stratégies d'amélioration de l'esprit critique, de la pensée et du libre arbitre. Elles peuvent être comparées aux stratégies de formation politique dans d'autres pays. La méthodologie d'EXIT observe des principes d'interaction sociale et de psychothérapie, comme par exemple susciter l'empathie, instaurer une relation de confiance et de travail, la confidentialité, la convention explicite, l'engagement à établir des procédures sans manipulation et la gestion de la qualité.

Foresee Research Group Nonprofit Ltd., Hongrie

Foresee Research Group (FORESEE) est une ONG œuvrant dans le conseil, la prévention, l'intervention et la constitution de réseaux dans le domaine de la résolution constructive des conflits, la justice réparatrice et la prévention de l'exclusion et de la polarisation sociales. À ce sujet, FORESEE a commencé à s'attaquer aux phénomènes de haine sociale et d'extrémisme qui se manifestent dans les actes et les discours à l'égard des minorités telles que les Roms, les juifs, les immigrés, les lesbiennes, les homosexuels, les bisexuels et les transsexuels, ainsi qu'à l'égard des sans-abri, des personnes âgées, handicapées ou autres personnes marginalisées.
L'équipe de FORESEE, constituée de différents acteurs du domaine de la recherche et social, collabore avec des groupes défavorisés, des communautés locales, des écoles, des ONG, ainsi que des acteurs de terrain expérimentés et responsables politiques dans les domaines de la justice pénale (victimes, délinquants, personnes en période probatoire, détenus), de la protection sociale et de l'éducation. Concernant les méthodes, FORESEE applique avec souplesse un éventail de techniques telles que les médiations, les entretiens, les conciliations, les entretiens de groupes familiaux, ce qui a facilité les discussions et les dialogues en tête à tête.
L'approche de FORESEE présente un aspect particulièrement prometteur car le travail de l'organisation se base entièrement sur la justice réparatrice et cette méthodologie du travail de prévention contre le crime de haine et l'extrémisme est adaptée et perfectionnée.

Fryshuset, Passus, Suède

Fryshuset (FH), qui signifie « chambre froide » en suédois, a été créée en 1984. Autrefois, FH était une fondation dirigée par l'Union des jeunes chrétiens à Stockholm. Le projet Passus de FH a été lancé en 2010. Il offre une aide pratique aux personnes désireuses de quitter des gangs criminels ou des réseaux en coopérant avec l'habitat coopératif, la police, les services sociaux, le système judiciaire, le cercle familial et amical du groupe cible.
L'objectif de Passus est d'offrir une intervention en première ligne et un soutien aux jeunes, à leurs éducateurs, parents et professionnels concernés. L'élément clé du travail de Passus est le recours à des « médiateurs » ou à des « personnes clés » qui possèdent leurs propres expériences des gangs ou réseaux criminels.
L'autre élément clé est la mise en œuvre d'une méthode appelée MRP (Motivation, relation et passion) pour répondre aux besoins et aux nouvelles identités des groupes cibles.
L'aspect particulièrement prometteur de Passus réside dans son adoption par des intervenants en première ligne avec des expériences biographiques en matière de gangs ou réseaux criminels.

Gangway – Straßensozialarbeit in Berlin, Allemagne

Gangway – Straßensozialarbeit in Berlin (Gangway – Travail de rue à Berlin (GW)) est une ONG qui accomplit un travail de rue indépendant dans les quartiers à risque de Berlin. Elle associe la prévention aux interventions contre la violence en première ligne et les crimes de haine et aux interventions de sortie des jeunes susceptibles de faire partie d'un conflit entre gangs, de dériver vers le nationalisme ethnique et la violence extrémiste de droite.
Les membres de Gangway sont en général autorisés à agir indépendamment des organismes étatiques et peuvent ainsi garantir la confidentialité. Les collaborateurs de GW appliquent différentes méthodes, comme par exemple des groupes ouverts, le travail sur un projet et une formation individuelle et ciblée qui comprend l'organisation de réunions des membres de groupes ennemis ainsi que les approches d'organisation communautaire. Des formations sur la diversité, l'approche « World of Difference » (Monde bâti sur des différences) et l'approche à moyen terme « Anti-Violence-and-Key-Competency Training » (AKT) (Formation contre la violence et sur les compétences clés).
Un aspect particulièrement prometteur de l'approche de GW est la manière dont elle combine le travail social de rue indépendant en milieu urbain avec les activités organisées par les municipalités et des interventions plus intenses et mieux ciblées auprès des jeunes.
GW élabore actuellement un projet pilote d'université de rue qui offre un programme mis en œuvre de manière non contraignante, par des collègues experts, avec des activités sur mesure, conjuguant l'acquisition de compétences et une formation de rue contre les préjugés et la violence.

Glencree Centre for Peace and Reconciliation, République d'Irlande

Glencree Centre for Peace and Reconciliation (Glencree Centre pour la paix et la réconciliation (Glencree)) est une ONG qui œuvre dans le règlement des conflits et la prévention de la violence auprès de jeunes et adultes susceptibles d'adopter une vision sectaire du monde, de s'engager dans des organisations paramilitaires ou de développer des comportements racistes (ou qui ont déjà manifesté un tel comportement). Glencree travaille également avec des victimes ou des survivants d'actions paramilitaires violentes afin de les aider à surmonter leur perte et leur souffrance et d'empêcher la résurgence de conflits et violence intergénérationnels.
Glencree cherche à travailler avec des personnes ayant été réellement confrontées à des conflits politiques. Elle coopère avec des écoles, des municipalités, des organisations féminines, des formations politiques, des étudiants, d'anciens prisonniers, d'anciens membres de commandos militaires et des organisations de jeunesse en Irlande (du Nord et du Sud) et entre la Grande-Bretagne et l'Irlande.
Glencree utilise des méthodes de travail relationnel, de travail en groupe sur l'identité individuelle, de dialogue de soutien, d'ateliers offrant des activités, des tables rondes dédiées à la justice réparatrice et participants aux forums. Les règles de base essentielles pour instaurer une sécurité sont le respect, l'égalité, l'honnêteté, la représentation de soi et l'engagement volontaire dans toutes les méthodes.

HelsinkiMissio, Aggredi, Finlande

HelsinkiMissio (HM) est une ONG créée en 1883. Elle œuvre dans les services sociaux. Le programme Aggredi de HelsinkiMissio, lancé en 2006 et anciennement dénommé *Aikalisä* (Temps mort), travaille avec différents groupes cibles. La collaboration avec des délinquants âgés de 18 à 39 ans est au centre. Le groupe cible est constitué de membres de gangs et d'organisations de droite avec des antécédents

de crimes violents. Toutefois, le principal groupe cible dans le travail de déradicalisation est constitué de personnes qui envisagent de perpétrer un massacre en milieu scolaire ou une tuerie (lonely wolves).
Le principal objectif d'Aggredi est de faire baisser la violence au plan individuel voire l'éradiquer. L'autre objectif est de développer des méthodes de travail auprès d'auteurs d'actes de violence. À cette fin, les cinq employés chargés du programme Aggredi ont créé et développé un système visant à offrir un soutien interactif et des méthodes de travail thérapeutiques aux groupes cibles difficilement accessibles et peu motivés.
Pour un marginal, les sessions de psychothérapie cognitive du programme Aggredi sont axées sur le questionnement du tableau de pensée acquis qui détermine les mauvais comportements (pensées automatiques) afin de les rendre moins automatiques.

Libera. Associazioni Nomi e Numeri contro le mafie (« Libera. Associations Noms et données chiffrées contre les organisations mafieuses »), Italie

Libera (LI) est une ONG œuvrant dans la prévention et le travail ciblé en première ligne auprès de repentis mafieux et l'enseignement des droits de l'homme et des compétences sociales. Pour ce faire, LI travaille auprès des jeunes vulnérables concernés, susceptibles de rejoindre des organisations mafieuses et d'adopter un style de vie caractérisé par des préjugés, la xénophobie, le racisme, le sexisme, le machisme et la violence.
Les collaborateurs de LI possèdent différentes expériences professionnelles telles que l'enseignement et le travail social. LI collabore avec plus de 4500 écoles, organisations nationales et locales dans le travail auprès des jeunes et les questions sociales en Italie, et de plus en plus à l'échelle mondiale. L'accent est mis sur les communautés privées de leurs droits et à la solde de la mafia.
L'approche de LI combine des éléments de réinsertion sociale, de justice réparatrice, de résolution alternative des conflits, d'une forte sensibilisation et à long terme aux activités (« Amunì » : projet annuel sur les primo délinquants), le travail de réflexion sur les actes de violence avec d'anciens délinquants, les approches « Casa della Memoria » (Maison de la Mémoire) et « Terrains libérés » sur bien-fonds confisqué à la mafia.
Bien que LI travaille en grande partie avec des jeunes et des primo délinquants, pour son travail à venir, l'organisation admet la nécessité de collaborer également avec des délinquants plus âgés, plus endurcis et de participer à la mise en place de programmes de formation et de réhabilitation adéquats.

Never Again Association, Pologne

Never Again Association (NA) est une ONG œuvrant dans la sensibilisation, la recherche, la surveillance d'actes racistes et de crimes de haine. Elle effectue dans certains cas un travail de déradicalisation en première ligne auprès des passionnés de football de l'extrême droite à l'échelle individuelle. Ces jeunes sont susceptibles de commettre un acte violent, raciste, nationaliste agressif, d'adopter un comportement xénophobe et de commettre des délits mettant en péril l'autorité de l'État. Ils revendiquent en partie un discours fondamentaliste de l'Église catholique romaine.
NA travaille à l'échelle nationale en fournissant des programmes éducatifs destinés aux enseignants, à la police et aux employés municipaux sur la manière de traiter le racisme et le crime de haine. La méthodologie fondamentale comprend des principes sur l'information et la formation. Les collaborateurs de NA possèdent différentes expériences professionnelles telles que les sciences politiques et sociales, le travail social, l'éducation et l'enseignement.
L'aspect particulièrement prometteur de l'approche de NA pourrait résider dans le fait qu'elle collabore étroitement avec les autorités nationales dans la promotion et le rétablissement de la confiance à

l'égard du monde politique. NA intègre également le travail dans le secteur footballistique et de sensibilisation générale. NA examine le domaine du travail carcéral et essaie de trouver des méthodes de travail direct avec des auteurs de délits, des extrémistes radicaux et des auteurs d'actes de violence motivés par la haine.

Northern Ireland Association for the Care and Resettlement of Offenders (« Association de soutien et de réinsertion des délinquants en Irlande du Nord »), Grande-Bretagne

NIACRO est une ONG qui travaille depuis 40 ans pour faire baisser la criminalité et la victimisation grâce au travail de réinsertion des délinquants, de prévention, de travail communautaire, de communication entre les différents acteurs et depuis peu grâce à la réinsertion ciblée des délinquants. Pendent que le terme « radicalisation » n'est pas utilisé officiellement en Irlande du Nord, les collaborateurs des services sociaux admettent que des individus, des groupuscules et des communautés ont été radicalisés par des évènements les conduisant à commettre des actes de violence terroristes.
Toutefois, les différents acteurs n'admettent pas entièrement le concept de crime de haine ou ne le traitent pas. Dans son dernier projet de l'UE, Challenge Hate Crime (CHC), NIACRO a examiné, avec le concours de Northern Ireland Prison Service (« Administration pénitentiaire de l'Irlande du Nord »), un éventail de méthodes d'intervention que les partenaires internationaux ont mis en place pour les délinquants en prison, en rapport avec un crime de haine, la polarisation violente et notamment la violence perpétrée par des motivations sectaires.
Du point de vue de la méthodologie, l'approche de CHC est globale et suit la logique du travail du processus d'intervention ouvert comparée aux formations sur le comportement cognitif. Elle est basée sur la participation volontaire, l'intervention éclairée, les méthodes basées sur des récits et implique les victimes de crime de haine, soit directement, soit par un représentant via un processus de justice réparatrice.

Race on the Agenda, Grande-Bretagne

Race on the Agenda (ROTA) est un organisme d'actions sociales, le fruit de 30 ans d'efforts conjoints visant à créer un organisme de représentation afin de garantir que les principes fondamentaux stipulés par la Race Relations Act 1976 (« Loi de 1976 sur les relations interraciales ») soient mis en œuvre dans les pouvoirs publics londoniens et au-delà.
La stratégie homme-femme de ROTA concernant la déradicalisation se base sur l'élaboration de politiques et l'acquisition de compétences dans les municipalités visant à soutenir les victimes de discriminations racistes par des extrémistes de droite ou les filles qui subissent la violence des gangs. ROTA n'œuvre pas directement dans la déradicalisation des jeunes. Du point de vue de ROTA, il est important de mettre l'accent sur les collaborateurs en première ligne et de renforcer les capacités et les compétences en matière de justice reparatrice pour arrêter la radicalisation, par exemple, des extrémistes de droite et des personnes impliquées dans des actes de violence à caractère raciste insignifiants. Tous les projets visent à sensibiliser les effectifs et leurs groupes cibles concernant les dégâts humains causés et la façon d'y remédier.

The RecoRa Institute, Grande-Bretagne

RecoRa Institute (RecoRa) est un partenariat d'organisations et de particuliers originaires de la Suède, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. RecoRa effectue un travail à but non lucratif pour apporter son

expertise dans le domaine de la reconnaissance et de la réponse à la violence idéologique nourrie de thèses djihadistes et de droite.

RecoRa travaille sur plusieurs niveaux interdépendants :
1. S'engager directement dans le travail auprès d'individus ou de groupes vulnérables ;
2. L'accompagnement et la formation d'intervenants en première ligne impliqués dans le travail de déradicalisation ;
3. La formation des activistes communautaires et
4. La formation des décideurs dans les municipalités, les services de police et de sécurité pour élaborer des politiques efficaces.

RecoRa fournit de nombreux services et formations qui comprennent, par exemple, des cours et des formations spécialisés à destination des intervenants en première ligne, des mentors, des organisations gouvernementales et communautés. RecoRa met son expertise au service des organisations grâce au programme « Train the Trainer », de développement organisationnel, d'accompagnement et de soutien sur mesure pour traiter la violence idéologique et accroître la résistance au sein de la communauté.
RecoRa associe la recherche à la politique et aux pratiques en organisant des séminaires, des conférences et des forums auprès des autorités locales et nationales, l'évaluation de la recherche et la participation au sein du Réseau européen de sensibilisation à la radicalisation (Radicalisation Awareness Network, RAN), UNICRE et The Global Forum for Counter Terrorism (« Forum mondial de lutte contre le terrorisme »).

Sankofa – 7E Youth Academy, Grande-Bretagne

7E Youth Academy (7EYA) est une organisation qui travaille à la base avec des jeunes dans les gangs et les groupes extrémistes considérés comme très difficilement accessibles par l'agence gouvernementale. D'après la philosophie d'7EYA, les jeunes représentent la ressource la plus précieuse de l'humanité. Ils possèdent le plus grand potentiel d'amélioration globale de la condition humaine dans le monde, d'où le travail auprès des jeunes, dans leurs milieux sociaux et leurs familles. 7EYA invite les jeunes à travailler avec une vision positive du monde, à prendre leurs distances vis-à-vis des comportements négatifs et à favoriser leur propre développement personnel. Son objectif consiste aussi à transformer les ghettos en zones résidentielles sécurisées et productives pour la population et où les personnes de différentes origines ethniques et appartenances religieuses peuvent cohabiter dans la paix, l'estime et le respect mutuels. 7EYA utilise l'éducation, la médiation culturelle, le partage des informations comme outils dans le cadre du travail d'amélioration de l'estime de soi des groupes cibles, leurs conditions économiques personnelles afin de les accompagner sur le chemin de la formation continue et du développement personnel. 7EYA utilise des méthodes empiriques associées aux résultats établis de la recherche et pratiques d'excellence afin d'améliorer en permanence ses approches méthodologiques. 7EYA souhaite aider les particuliers et les communautés avec son travail et relever les défis de la violence des gangs, de l'extrémisme, du racisme, de l'exclusion sociale, financière et de la pauvreté.

Stichting voor Interculturele Participatie en Integratie (« Fondation pour la participation et l'intégration interculturelles »), Pays-Bas

Stichting voor Interculturele Participatie en Integratie (SIPI) à Amsterdam est une organisation indépendante financée par les municipalités, les ministères et les projets et cours de langues soutenus

par des subventions. SIPI a mis en place une formation sur la déradicalisation à destination des jeunes immigrés et un programme de formation du formateur. Le programme de formation s'intitule Diamond. SIPI offre un suivi et des conseils sur la mise en œuvre de la formation.
La formation « Diamond » de SIPI sur la déradicalisation à destination des jeunes comprend principalement des formations en groupe et un suivi individuel. L'objectif de la formation pour les jeunes musulmans est de les renforcer et de les rendre plus résistants aux risques de radicalisation, de polarisation, de criminalité, de rupture scolaire et de problèmes psychologiques résultant de problèmes identitaires. La formation comprend la responsabilisation et les compétences personnelles (= tournant décisif), le développement moral et la gestion des conflits. Les effets de la formation permettent aux jeunes de sortir de la spirale de l'isolement, de renouer avec leurs parents et leur famille, d'offrir de nouvelles perspectives à leur vie personnelle et de faire preuve de plus de résistance aux tentations à risque. Les collègues de SIPI ont pris part au « programme Train-the-Trainer de Diamond » et veulent apporter leur soutien aux jeunes en lutte avec leur identité.

Straathoekwerk (« Travail de rue ») in Zaanstad, Pays-Bas

Straathoekwerk in Zaanstad (SWZ) a débuté en tant que petite ONG de travailleurs de rue dans les années 1980. SWZ est désormais financée par le gouvernement local. SWZ s'adresse à tous les jeunes vulnérables, en proie à des problèmes d'addiction, de logement, de travail et autres, et qui montrent des signes de radicalisation et de violence. Cela comprend la violence de droite et de plus en plus des sympathisants islamistes et des actes de petite délinquance commis par des gangs.
Les collègues de SWZ sont des travailleurs sociaux compétents, qui agissent de manière indépendante, directement dans la rue. Les principes méthodologiques reposent sur la confiance et l'établissement de relations, un processus ouvert, une approche basée sur la participation et orientée vers les groupes, une attitude de soutien et d'émulation, une perspective globale. Compte tenu du nombre croissant de groupuscules néo-nazis, SWZ a mis en place une méthode d'équipe interdisciplinaire engageant les collègues issus du travail social, des écoles et de la police locale, et mis au point une méthode d'entretiens de prévention et de motivation familiale qui interroge des membres du groupe et leurs familles.
SWZ envisage par la suite de tester les entretiens dans d'autres contextes sociaux. SWZ souhaite ainsi accroître son engagement dans les échanges internationaux de pratiques.

Tarjama, France

Tarjama (TA) est une ONG ou une initiative communautaire œuvrant dans l'éducation religieuse, le travail communautaire et la prévention à Sevran, une « commune sensible » en France, avec une majorité de population musulmane. À Sevran, des jeunes privés de leurs droits, issus d'un milieu familial nord-africain sont livrés à la marginalisation, au trafic de drogues et à la radicalisation des Salafistes soutenus par des organisations des Pays du Golfe. Sevran fut le théâtre des émeutes des banlieues parisiennes en 2006.
TA travaille surtout auprès des communautés arabophones des mosquées et s'adresse aux jeunes qui s'éloignent de plus en plus des mosquées par le biais des prêches audio du vendredi, traduits et le travail communautaire de base. TA applique différentes méthodes allant de l'éducation religieuse, en passant par les réseaux sociaux et Internet, et adopte une approche ancrée sur le milieu social. Les collaborateurs de TA ont grandi pour la plupart dans la communauté et reviennent souvent en tant que personnel qualifié. Ils servent ainsi de modèles aux jeunes risquant l'exclusion et la radicalisation.

ufuq.de – Jugendkultur, Religion und politische Bildung in der Einwanderungsgesellschaft (ufuq.de – « Culture, religion et formation politique de la jeunesse dans les sociétés d'immigration »), Allemagne

Ufuq est une ONG qui travaille essentiellement auprès de jeunes musulmans et/ou issus de l'immigration. Ufuq a pour objectif de responsabiliser les jeunes dans leur vie quotidienne et initie des discussions sur les questions d'identité, d'appartenance et de religion. Cela comprend également les phénomènes idéologiques islamistes et ethno-nationalistes.
Ufuq fait office d'interface entre l'éducation, l'université et les débats publics. Elle se concentre donc sur les enseignants, les employés de l'administration, les fonctionnaires de police et les organisations musulmanes.
Ufuq conçoit et utilise des courts-métrages à visée éducative et autres supports pédagogiques dans le cadre d'ateliers animés par des pairs afin d'inviter les jeunes à faire part de leurs expériences en matière de discrimination et de marginalisation, des valeurs religieuses et questions d'appartenance et d'identité et de les renforcer grâce aux récits d'engagement, d'activisme et de succès.
Ufuq élabore actuellement un projet innovant de déradicalisation axé sur Web 2.0.

Verein zur Förderung akzeptierender Jugendarbeit e.V. (« Association pour la promotion du travail récognitif des jeunes »), Allemagne

Verein zur Förderung akzeptierender Jugendarbeit e.V. (VAJA) est une ONG qui a débuté le travail des jeunes basé sur l'acceptance à Brême dans les années 90. Outre les groupes cibles, VAJA s'occupe des groupes de jeunes de droite et ceux attirés par l'islamisme et le salafisme, ou encore des jeunes ayant un comportement d'intolérance à l'extrême, de refus de l'autre, de mépris à l'égard d'autrui et les individus enclins à la violence de façon générale. VAJA offre également des conseils aux parents et personnes en contact direct avec le jeune concerné.
VAJA travaille d'après une approche de travail de rue et fréquente les jeunes pour l'essentiel sur les places publiques de leur choix. L'organisation mène également des activités de prévention et de déradicalisation dans un éventail d'institutions et de secteurs sociaux.
VAJA utilise donc une approche qui inclut le travail de groupe, l'aide individuelle et l'implication des parents, de même que le projet et le travail communautaire. Une condition préalable essentielle de la méthode de VAJA est l'instauration de relations de confiance avec les jeunes concernés.
L'aspect particulièrement prometteur du travail de VAJA serait le travail à caractère biographique, en recueillant les aspects biographiques individuels et liés à la vie des différents membres du groupe, qui peuvent être considérés par le personnel comme des éléments essentiels concernant une orientation d'extrême droite ou d'intolérance extrême.

Violence Prevention Network e.V., Allemagne

Violence Prevention Network (VPN) est une ONG qui œuvre dans la prévention et la déradicalisation en première ligne avec des individus ou des jeunes susceptibles d'adhérer à l'extrémisme de droite violent ou au fondamentalisme religieux.
VPN collabore dans les centres de détention pour les jeunes mais aussi dans les prisons pour les jeunes et les adultes. VPN effectue également un suivi de la stabilisation après la libération du participant.
VPN applique une approche de déradicalisation qui combine une formation contre la violence à la formation politique et aux modules de formation pédagogiques. La formation est dispensée pendant 5 mois durant l'emprisonnement. Elle fait l'objet d'un suivi après la libération.

Tous les formateurs de VPN possèdent plusieurs années d'expérience auprès de jeunes violents avant de rejoindre l'équipe. Outre les autres qualifications qu'ils possèdent, chaque formateur est tenu de suivre nos 12 mois de formation méthodologique pour devenir AKT-Trainer® [Anti-Violence-and-Key-Competency Trainer / Formateur spécialisé dans la lutte contre la violence et les compétences clés].
Le faible taux de récidive, d'après une évaluation indépendante externe ces quatre dernières années, est un aspect particulièrement prometteur de cette approche car elle empêche de nouvelles victimes et permet ainsi à la société de réaliser des économies considérables.

West London Initiative, Grande-Bretagne

West London Initiative (WLI) est une ONG qui travaille dans la déradicalisation en première ligne auprès de jeunes susceptibles de s'orienter vers des convictions extrémistes reposant sur des idéologies erronées, diffusées par des idéologues extrémistes. L'accent est mis sur les groupes cibles de convertis à l'islam, de musulmanes des deuxième et troisième générations, nés et ayant grandi en Grande-Bretagne, y compris ceux originaires d'autres pays et leurs familles.
WLI travaille en centre-ville. Le travail cible en premier lieu les jeunes musulmans dans les quartiers de la partie ouest de Londres. L'approche de WLI se base sur le travail de terrain exempt de préjugés. L'ONG identifie les dilemmes auxquels sont confrontés les jeunes lors de l'interaction dans les débats, les plates-formes plus sécurisées ou les discussions dans le cadre d'ateliers. Elle vise à mettre en place des méthodes d'intervention qui forment, responsabilisent, donnent une capacité de résistance et favorisent la participation au sein de la société civile.
Le travail de WLI cible directement et indirectement d'autres organisations et leurs membres qui encouragent ou occasionnent directement ou indirectement des actes de violence fondés sur le racisme, la religion, la couleur de peau, l'origine, etc. WLI collabore également avec différentes organisations de jeunesse musulmanes ou non, les mosquées et centres islamiques, ainsi que les autorités locales, les écoles, les universités, l'administration publique, les ambassades et les délégations internationales.

Profils par pays :

Allemagne :
Cultures Interactive e.V.
EUISA – European Union of Independent Students and Academics («Union européenne d'étudiants et scientifiques indépendants »)
Gangway – Straßensozialarbeit in Berlin
ufuq.de – Jugendkultur, Religion und politische Bildung in der Einwanderungsgesellschaft (« Culture, religion et formation politique de la jeunesse dans les sociétés d'immigration »)
Verein zur Förderung akzeptierender Jugendarbeit e.V., (« Association pour la promotion du travail récognitif des jeunes »)
Violence Prevention Network e.V.

Autriche :
EUISA – European Union of Independent Students and Academics (« Union européenne d'étudiants et scientifiques indépendants »)

Danemark :
Back on Track - Ministère des affaires sociales et de l'intégration / Service d'exécution des peines et de probation

Finlande :
HelsinkiMissio, Aggredi

France:
Tarjama

Grande-Bretagne :
Active Change Foundation
Northern Ireland Association for the Care and Resettlement of Offenders (« Association de soutien et de réinsertion des délinquants en Irlande du Nord »)
Race on the Agenda
The RecoRa Institute
Sankofa – 7E Youth Academy
West London Initiative

Hongrie :
Foresee Research Group Nonprofit Ltd.

République d'Irlande :
Co-operation Ireland
Glencree Centre for Peace and Reconciliation (« Centre Glencree pour la paix et la réconciliation »)

Italie :

EXIT S.C.S. Onlus
Libera. Associazioni Nomi e Numeri contro le mafie
(« Libera. Associations noms et données chiffrées contre les organisations mafieuses »)

Pays-Bas :
Stichting voor Interculturele Participatie en Integratie
(« Fondation pour la participation et l'intégration interculturelles »),
Straathoekwerk (Travail de rue) in Zaanstad

Pologne :
Never Again Association

République tchèque :
ERUDITIO PUBLICA o.p.s.

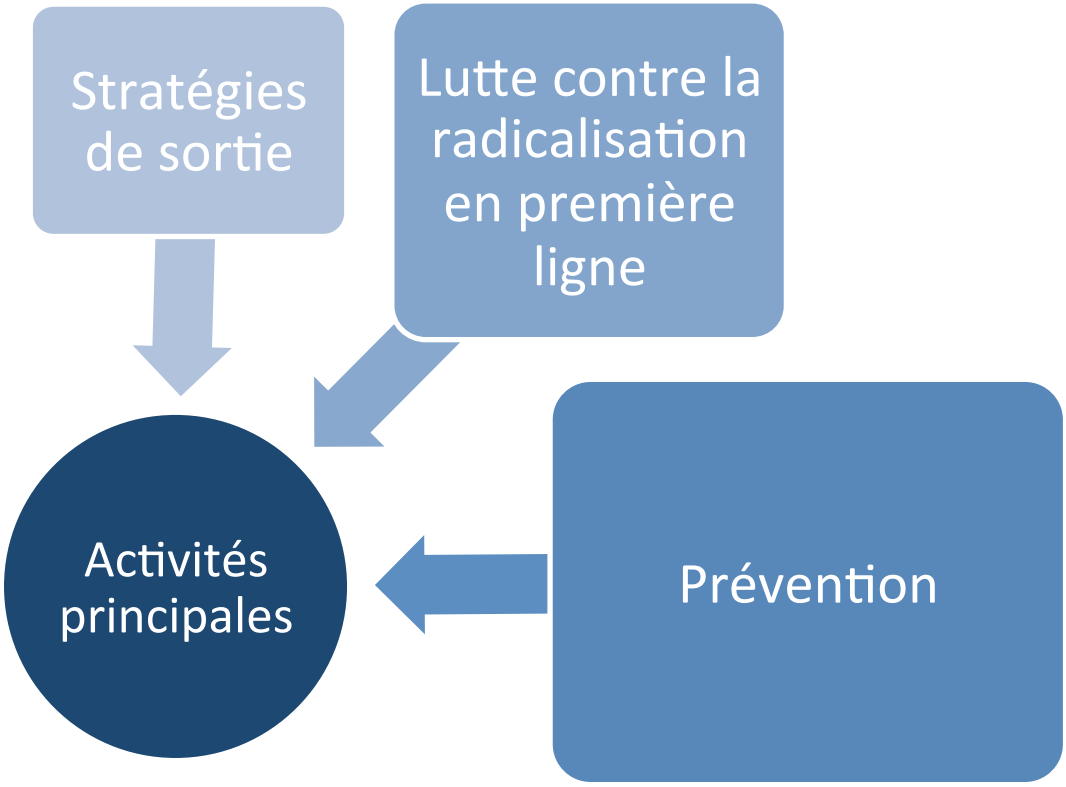
Slovaquie :
Centre for European and North Atlantic Affairs (« Centre des affaires européennes et de l'Atlantique nord »)

Suède :
Fryshuset, Passus

5. European Network of Deradicalisation – Similitudes et différences des méthodes et approches

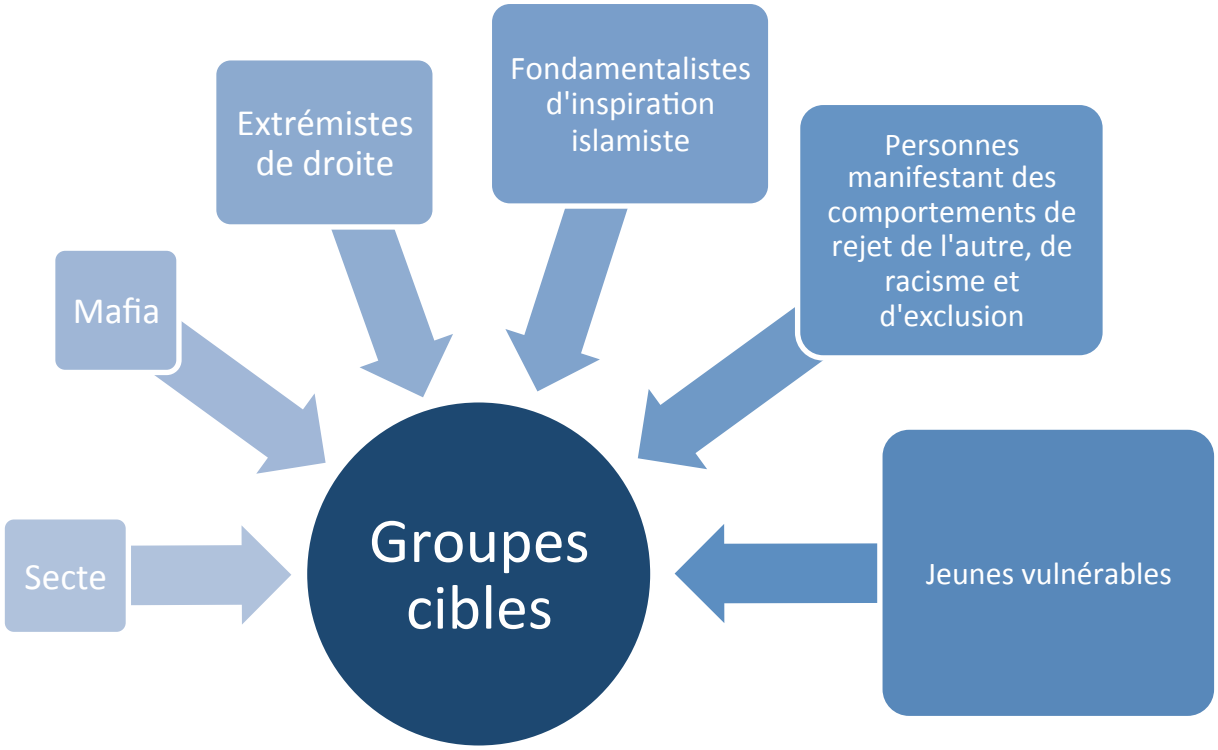
European Network of Deradicalisation rassemble l'expertise des ONG et institutions internationales dans le domaine de la déradicalisation, ce qui permet de déterminer les domaines de travail communs comme divergents et les approches. Les nombreuses similitudes et différences doivent être précisées ci-après. Les illustrations indiquent les critères examinés, notamment les activités de base, les groupes cibles, les domaines de travail et l'approche méthodologique. Les catégories classées déduisent les procédures réalisées souvent ou moins souvent.

Illustration 1 : Activités principales



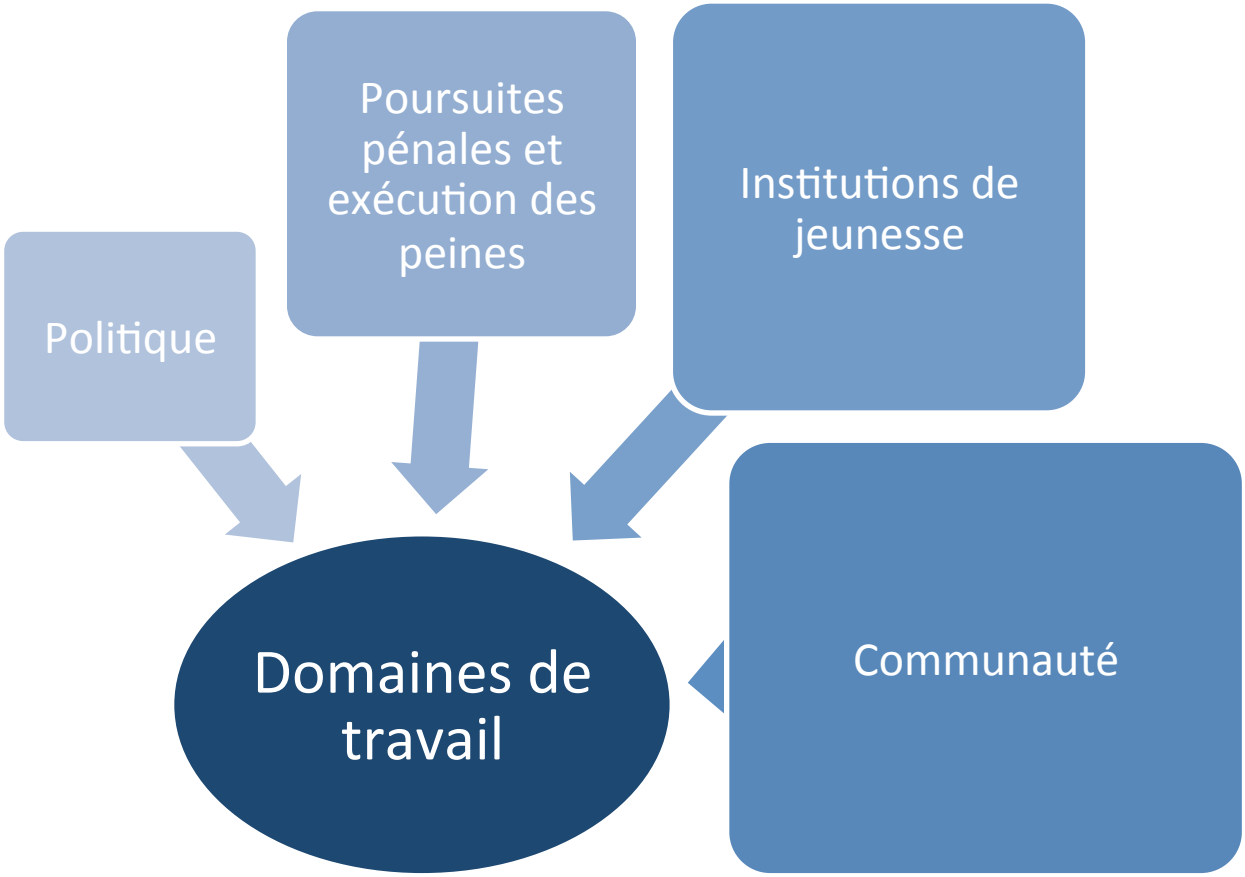
La prévention de la violence est l'activité la plus répandue. La déradicalisation en première ligne n'est pas encore mise en œuvre par tous les membres jusqu'ici. Les programmes de sortie, moins fréquents auprès des membres actuels, sont ensuite présentés. La composition des priorités du travail forme ainsi une offre de mesures, comme c'est le cas dans l'espace européen.

Illustration 2 : Groupes cibles



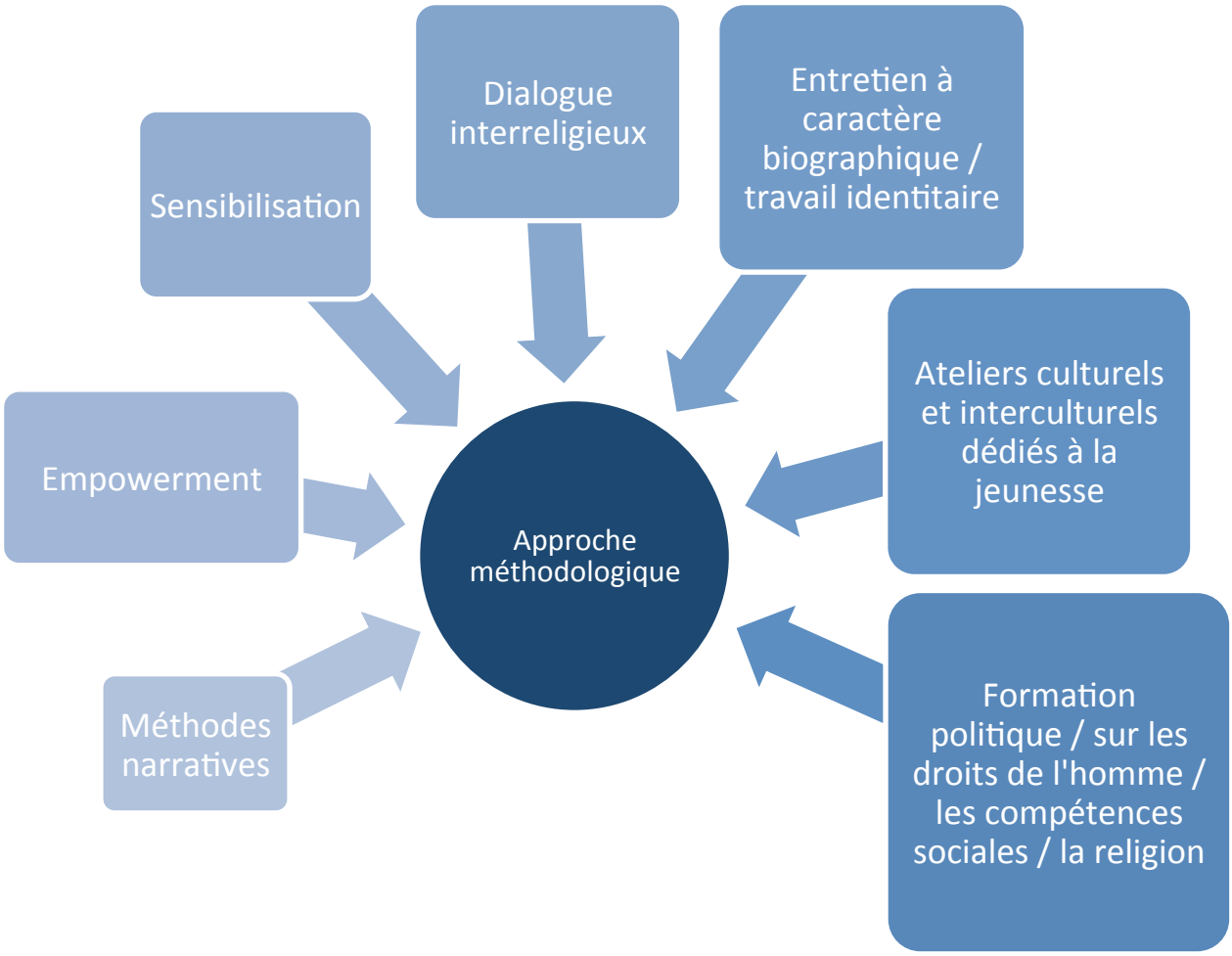
Les groupes cibles avec lesquels travaillent les membres de l'European Network of Deradicalisation, sont plus diversifiés. Le cercle des destinataires contacté la plupart du temps par les partenaires du réseau sont des jeunes et jeunes adultes risquant de s'orienter vers un milieu sous l'emprise d'une idéologie et susceptibles de commettre des actes de violence. Toutefois, la collaboration a presque autant porté sur des hommes affichant des comportements de phobie de l'autre et qui prétendent faire partie de la société majoritaire. L'altérophobie signifie dans ce contexte le refus de tout ce qui est étranger, et donc des personnes qui ne correspondent pas à sa propre définition de la norme. Ce mode de pensée basé sur des préjugés a souvent entraîné une exclusion systématique. Les groupes cibles n'appartiennent pas en premier lieu à des groupuscules extrémistes motivés par des considérations politiques et religieuses. La situation s'explique par le fait que tous les partenaires du réseau ne sont pas (encore) actifs dans le domaine de la déradicalisation (voir illustration 1). Il existe en outre deux membres dans le réseau qui se tournent vers les programmes de sortie qui s'impliquent dans les sectes ou les structures mafieuses.

Illustration 3 : Domaines de travail



Les domaines de travail de l'European Network of Deradicalisation apparaissent en revanche plus homogènes que les groupes cibles approchés. De nombreux membres ont un même lieu d'intervention communal. Que ce soit en milieu rural ou urbain, le travail en partie de consultation dans la commune est le plus représenté. Puis viennent les domaines d'action au sein des institutions de jeunesse, dont notamment les écoles, les clubs de jeunes, les lieux où séjournent les jeunes en général. Certains membres travaillent en collaboration avec des institutions de poursuites pénales et d'exécution des peines. Leurs efforts sont axés vers le conseil et la formation continue du personnel qualifié en contact avec le groupe cible pour des raisons professionnelles. Le travail est également effectué en milieu carcéral. Les coopérations avec les institutions des décideurs politiques sont en revanche peu fréquentes.

Illustration 4 : Approche méthodologique



Les procédures méthodologiques peuvent être résumées par la gestion des conflits et/ou la réconciliation. Une grande majorité des partenaires du réseau met d'ailleurs l'accent sur les types de formations politiques, la transmission des droits de l'homme et des compétences sociales. Notamment, dans cette série de thèmes également désignée par formation sur la religion, afin, par exemple, de faire confronter de manière appropriée les diverses interprétations du Coran et les conflits qui en résultent. Des approches culturelles ou interculturelles sont aussi fréquemment offertes. Elles sont en grande partie mises en œuvre dans le cadre des ateliers. De même, des entretiens à caractère biographique sont également réalisés pour le travail pratique. Les modèles de soutien interviennent en cas de quête d'identité personnelle. Certains membres du Réseau européen de déradicalisation mettent en revanche l'accent sur le dialogue interreligieux. La sensibilisation et l'empowerment constituent, outre les récits, une exception à l'application des méthodes. Les approches sont mises en œuvre dans le cadre de formations, d'accompagnements, de programmes de suivi ou de médiations.

6. Création de l'European Network of Deradicalisation

Le point d'orgue et la clôture de la phase pilote de deux ans ont pris place lors de la conférence dédiée à la création de l'European Network of Deradicalisation du 31 octobre au 1er novembre 2013 à Berlin. 26 organisations membres, issues de 14 pays, se retrouvent pour vivre pour la première fois les échanges personnels en conférence élargie dans le cadre de l'European Network of Deradicalisation. Au fond, il s'agissait des différentes conditions générales et de travail dans les États membres, ainsi que les souhaits, les besoins et les attentes à l'égard du futur travail de déradicalisation que l'European Network of Deradicalisation pourra effectuer. L'objectif avoué de la conférence était de convenir avec tous les membres des normes et objectifs communs et de créer officiellement l'European Network of Deradicalisation.

La première journée a porté en premier lieu sur les perspectives nationales des ONG. Dans les groupes de travail régionaux, les organisations ont fait part de leurs conditions de travail et de la portée significative du travail de déradicalisation dans leurs pays respectifs. Il s'agissait en outre de la perception de la radicalisation et de l'extrémisme dans la société sur le plan politique et social. La discussion a porté sur les thèmes suivants :

- Perception des thèmes « l'extrémisme » et « déradicalisation » dans leur société
- Structure de la société civile / importance des ONG dans leur pays
- Agenda politique
- Activités nationales dans le domaine de la déradicalisation

Les résultats ont fait l'objet d'une comparaison directe en assemblée plénière (voir à ce sujet le chapitre « Similitudes et différences »).

La deuxième séance du groupe de travail ce jour-là a porté sur les besoins et les exigences en termes de financement, de transfert de connaissances, de discours politique et de législation afin d'améliorer les conditions de travail à l'échelle nationale.

La journée s'est terminée par l'autoévaluation de toutes les organisations concernant leur expertise ou leurs accès aux réseaux qui intègrent ou peuvent faire partie de l'European Network of Deradicalisation (voir illustration 5).

Transfert de connaissances	Discours / agenda politique	Législation	Financement
Back on Track	Back on Track	Back on Track	Fryshuset/Passus
CENAA	Cultures Interactive	ERUDITIO PUBLICA	The RecoRa Institute
Cultures Interactive	EUISA	EXIT S.C.S. Onlus	Violence Prevention Network
ERUDITIO PUBLICA	ERUDITIO PUBLICA	Foresee	
EXIT S.C.S. Onlus	EXIT S.C.S. Onlus	Libera	
Foresee	Foresee	Never Again Association	
Fryshuset/Passus	Libera	NIACRO	
Glencree	Never Again Association	ROTA	
HelsinkiMissio/ Aggredi	NIACRO	West London Initiative	
Libera	The RecoRa Institute		
Never Again Association	SIPI		
NIACRO	Straathoekwerk		
The RecoRa Institute	Tarjama		
SIPI	VAJA e.V.		
Tarjama	Violence Prevention Network		
VAJA e.V.			
Violence Prevention Network			
West London Initiative			

Illustration 5 :
Répartition de l'expertise

Ma vision – Ma contribution

La deuxième journée avait pour thème « Concevez votre association faîtière européenne ». Ce jour-là devait être consacré à la vision de chacun d'une structure indépendante du réseau européen. Les participants devaient faire part de leurs souhaits et conceptions dans la question suivante :

- Quelles sont vos attentes à l'égard d'un réseau européen / d'une association faîtière européenne ?
- Quels sont les combats menés par l'organisation ? (niveau 1 : contenu)
- Comment est-elle bâtie ? (niveau 2 : structure)

Les participants des groupes de travail mixtes, non régionaux, ont fait part de leurs attentes individuelles et utopies d'un idéal de l'European Network of Deradicalisation.
Puis les visions et les attentes ont été présentées et débattues en assemblée plénière. Les organisations ont en outre désigné leurs contributions individuelles éventuelles à l'European Network of Deradicalisation en termes de compétences, de connaissances, d'accès et de ressources. Pour terminer, les participants ont pu convenir des points suivants de manière ferme :

European Network of Deradicalisation …
… est le porte-parole indépendant des intervenants transfrontaliers en première ligne.
… permet une participation active et égalitaire.
… offre des échanges stratégiques (échanges entre les experts, échanges pratiques).
… favorise un partage équitable et transparent des informations.
… est une structure qui facilite le processus de partage de connaissances et ressources.
… n'instaure pas de hiérarchie.
… est un réseau en ligne d'échanges permanents.
… organise des rencontres le cas échéant.
… est doté d'une structure démocratique plus simplifiée avec une présidence assurée à tour de rôle.
… ne fera pas la promotion de structures parallèles mais mettra à profit celles qui existent.
… n'encouragera pas le narcissisme.

Moussa Al-Hassan Diaw (EUISA, Autriche/Allemagne) s'est déclaré prêt à constituer un groupe sur Facebook pour faciliter les échanges ultérieurs. À l'issue du débat sur la création, six personnes, Wilma Aarts (SIPI, Pays-Bas), Pat Conway (NIACRO, Royaume-Uni), Judy Korn (Violence Prevention Network, Allemagne), Yousiff Meah (RecoRa Institute, Royaume-Uni), Julia Reinelt (Violence Prevention Network, Allemagne), Petri Salakka (Aggredi, Finlande), se sont déclarées prêtes à faire avancer l'European Network of Deradicalisation dans le cadre d'un groupe de travail, à formuler une déclaration ferme de mission et à accepter d'autres procédures.

7. Perspectives d'avenir

La création de l'European Network of Deradicalisation constitue le point de départ d'une collaboration ultérieure et régulière des différents membres. Les missions et les objectifs concrets des prochaines années sont : l'interconnexion, l'élargissement, la pérennité et les échanges professionnels.
Les 26 organisations participantes jusque-là, issues de 14 pays, constituent la pierre angulaire d'un élargissement du réseau en termes de nombre d'adhérents. La mission consistera par la suite à acquérir d'autres partenaires européens. Une attention particulière est accordée au discours des ONG et des intervenants en première ligne issus de pays disposant de faibles structures de la société civile. Une

alliance accrue avec les différentes expertises de ses membres est la réponse conséquente et nécessaire à l'internationalisation croissante de l'extrémisme et du terrorisme. Les partenariats internationaux au-delà des frontières européennes sont également importants à cet égard. Les expériences de ces dernières années ont montré que l'Europe devient de plus en plus le théâtre de processus de radicalisation des jeunes et le point de départ d'attentats dans le monde. Il s'agit là d'une évolution alarmante qui rend absolument nécessaire un échange transnational.

Outre les efforts d'interconnexion et de collaboration, il s'agira aussi par la suite de traiter la question du financement de l'European Network of Deradicalisation de façon indépendante et surtout de façon pérenne pour répondre à l'exigence autoimposée d'un travail indépendant. Quatre organisations membres aborderont conjointement la question du financement et du développement.

Et on tend surtout vers un échange informel de professionnels. Il s'agira d'une structure moins modulaire dans le sens de « Train the Trainer ». On peut au contraire concevoir des stages d'observation mutuels. Un simple regard sur le travail et l'accompagnement des partenaires du réseau doivent offrir aux acteurs de nouveaux modes de pensée et approches pour l'activité individuelle. De cette façon, les membres intéressés pourront, à l'écart d'une série de formations continues de longue durée, faire l'expérience des méthodes de travail des collègues du réseau au quotidien en totale immersion. Ce type de stage d'observation a permis de satisfaire la demande d'une création de connaissances efficace et réaliste, applicable dans le temps parallèlement au travail en lui-même.

La création de l'European Network of Deradicalisation offre le cadre d'une action commune pour œuvrer à la prévention de la violence et à la déradicalisation dans l'espace européen. Il appartiendra ensuite aux membres d'atteindre ensemble les objectifs fixés afin de pouvoir mener à bien la déradicalisation.

www.enod.eu
www.european-network-of-deradicalisation.eu

Mentions légales

Violence Prevention Network e.V.
Alt-Moabit 73
D-10555 Berlin

Tél. : (030) 917 05 464
Fax : (030) 398 35 284
post@violence-prevention-network.de
www.violence-prevention-network.de

Inscrite au registre des associations du tribunal d'instance de Berlin-Charlottenburg sous le numéro d'inscription d'association : 244 27 B

PD Dr. Harald Weilnböck a contribué de premier plan à la conception et la structure d'ENoD.

Rédaction :
Sebastian Friedrich, Judy Korn, Franziska Kreller, Cornelia Lotthammer, Julia Reinelt, Lars Schäfer

Illustration de couverture:
©maximillion – Fotolia.com

© Violence Prevention Network, 2014